

Enfin, le groupe des *Constitutionalistes*, comme on les appelle aux États-Unis, groupe peu nombreux et peu écouté, continue à causer quelques embarras à l'autorité et à énerver la discipline nationale en s'obstinant à mettre au-dessus du devoir patriotique, clairement défini par le chef de l'État américain, leurs scrupules, plus ou moins intéressés, sur la légalité de la conscription aux États-Unis.

Devant toute cette œuvre de division, d'opposition et de désorganisation nationale, le gouvernement américain a jugé qu'il était de son devoir de prendre des mesures énergiques. Comprenant bien que, dans cette grave crise nationale comme dans toute question sociale, l'idée est la mère de l'action et que la presse est l'agent de propagation de l'idée par excellence, le gouvernement des États-Unis a pris des mesures de répression contre tous les journaux qui "encouragent l'insubordination", selon l'expression même du ministre des postes américain, M. Burleson. Désormais, aucun journaliste, américain ou étranger, ne pourra donc travailler impunément à soulever l'opinion contre l'autorité des États-Unis.

Ce très grave problème d'ordre public, posé par la décision du Congrès américain de prendre part à la guerre actuelle, n'a pas manqué, non plus, d'attirer l'attention des autorités ecclésiastiques du pays. Dès la signature de la déclaration de guerre du Congrès par le président, les archevêques des États-Unis, réunis à l'Université de Washington, ont publié une lettre collective, où on lit cette déclaration : "Inspirés ni par la haine ni par la crainte, mais par les sentiments sacrés de l'ardeur et du zèle patriotiques les plus sincères, nous sommes prêts, nous et tous les membres du troupeau confié à notre garde, à coopérer, par tous les moyens possibles, avec notre Président et notre gouvernement national, au triomphe de la grande et sainte cause de la liberté, et pour que notre bien-aimée patrie sorte de cette heure d'épreuve plus forte et plus noble que jamais".

Quelques jours après la publication de cette lettre collective, S. E. le cardinal Gibbons, lançait cet appel à tout le peuple américain : "Dans la présente crise, il appartient à tout citoyen américain de faire son devoir et d'appuyer le Président et le Parle-